

Brochure n° 3261

**Convention collective nationale**

IDCC : 1611. – **ENTREPRISES  
DE LOGISTIQUE  
DE PUBLICITÉ DIRECTE**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Août 2004)**

■ *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> avril 2005

**Arrêté du 21 mars 2005 modifiant un arrêté portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de logistique de publicité directe (n° 1611)**

NOR : SOCT0510468A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 28 avril 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 4 août 2004, portant extension de la convention collective nationale des entreprises de logistique de publicité directe du 19 novembre 1991 et des textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'arrêté du 2 mars 2005, publié au *Journal officiel* du 12 mars 2005, portant extension de l'accord du 28 avril 2004 portant revalorisation des minima mensuels conventionnels conclu dans le cadre de la convention nationale susvisée,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté du 2 mars 2005, publié au *Journal officiel* du 12 mars 2005, portant extension de l'accord du 28 avril 2004 conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée est modifié comme suit :

A l'article 1<sup>er</sup>, le deuxième alinéa est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :

- l'accord du 7 décembre 2004 portant revalorisation des minima mensuels conventionnels conclu dans le cadre de la convention nationale susvisée. »

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par l'accord précité.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN